

door de bevoegde instanties inzake de toekenning van vergunningen voor het in de handel brengen van geneesmiddelen, prijzen en terugbetaling.

**Art. 3.** Indien de vereniging bedoeld in artikel 1 na afloop van het boekjaar 2019 het totale bedrag van de toelage toegekend door het onderhavige besluit voor de uitvoering van de activiteiten bedoeld in het vorige lid, niet heeft uitgegeven, kan zij het saldo ervan toevoegen aan het terugvorderbare voorschot toegekend bij koninklijk besluit van 7 mei 2000 teneinde een fonds ter dekking van een sociaal passief op te richten. Het totale bedrag van het fonds mag echter niet hoger zijn dan het bedrag van het sociaal passief berekend op 31 december 2019.

Het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten kan voor regelmatige redenen de terugbetaling vorderen van de bedragen toegewezen aan dat fonds, met name in geval van stopzetting van de activiteiten van de vereniging, na uitbetaling van de eventuele ontslagvergoeding aan het personeel tewerkgesteld door de vereniging.

**Art. 4.** De vereffening van de toelage van 386.250 euro voor de realisatie van de authentieke bron en de referentiedatabank bedoeld in artikel 1 a) en b) hangt samen met de voorafgaande uitvoering van een overeenkomst afgesloten tussen het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten (FAGG) en het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering (RIZIV). Die overeenkomst voorziet voor het jaar 2019 in de toekenning door het RIZIV van een bedrag van 386.250 euro aan het FAGG ter financiering van de realisatie van de authentieke bron en de referentiedatabank bedoeld in artikel 1 a) en b).

De vereffening zal als volgt verlopen:

- 309.000 EUR na publicatie van dit KB maximum
- 77.250 EUR, hetzij het saldo, op voorlegging van een activiteitenverslag en naargelang de echt bevonden verantwoordingsstukken betreffende de uitgaven gedaan door de vereniging voor de realisatie van de in het vorige lid bedoelde activiteiten en na goedkeuring en storting van het bedrag door het RIZIV aan het FAGG.

De kosten die rechtstreeks door het FAGG zijn gemaakt in het kader van de realisatie van de authentieke bron en de referentiedatabank bedoeld in artikel 1 a) en b), worden afgetrokken van de toelage voorzien in onderhavig artikel

**Art. 5.** De minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 maart 2020.

FILIP

Van Koningswege :  
De Minister van Volksgezondheid,  
M. DE BLOCK

compétentes en matière d'octroi des autorisations de mise sur le marché des médicaments, de prix et de remboursement.

**Art. 3.** Si, à l'échéance de l'exercice 2019, l'association visée à l'article 1<sup>er</sup> n'a pas dépensé le montant total de la subvention qui lui est octroyée par le présent arrêté pour la réalisation des activités visées à l'alinéa précédent, elle pourra en ajouter le solde à l'avance récupérable qui lui a été accordée par l'arrêté royal du 7 mai 2000, afin de constituer un fonds affecté à la couverture d'un passif social. Le montant total de ce fonds ne pourra toutefois excéder le montant du passif social calculé au 31 décembre 2019.

L'Agence fédérale de médicaments et des produits de santé pourra exiger pour des motifs justes le remboursement des sommes affectées à ce fonds, notamment en cas d'arrêt des activités de l'association, après paiement des indemnités éventuelles de licenciement du personnel employé par l'association.

**Art. 4.** La liquidation de la subvention de 386.250 EUR affectée aux activités de réalisation de la source authentique et de la banque de données de référence visées à l'article 1 a) et b) est liée à l'exécution préalable d'une Convention établie entre l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS) et l'Institut d'Assurance Maladie Invalidité (INAMI). Cette convention prévoit l'octroi par l'INAMI pour l'année 2019 d'un montant de 386.250 EUR à l'AFMPS afin de lui permettre de financer la réalisation de la source authentique et de la banque de données de référence visées à l'article 1 a) et b).

La liquidation s'opérera de la manière suivante :

- 309.000 EUR après publication de cet AR
- 77.250 EUR maximum soit le solde sur présentation d'un rapport d'activités et au prorata des pièces justificatives et reconnues exactes relatives aux dépenses effectuées par l'association pour la réalisation des activités visées à l'alinéa précédent, après approbation et versement de ce montant par l'INAMI à l'AFMPS.

Les frais encourus directement par l'AFMPS dans le cadre de la réalisation de la source authentique et de la banque de données de référence visées à l'article 1 a) et b) viennent en déduction de la subvention prévue au présent article.

**Art. 5.** Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 2020.

PHILIPPE

Par le Roi :  
La Ministre de la Santé publique,  
M. DE BLOCK

## GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/201596]

**12 MARS 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon insérant certaines dispositions relatives à la procédure d'agrément des réseaux hospitaliers cliniques locorégionaux dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 413bis, inséré par le décret du 12 décembre 2019;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu le rapport du 28 novembre 2019 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières régies en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'organe de concertation intra-francophone du 9 décembre 2019 et la concertation en Comité ministériel de concertation intra-francophone du 16 décembre 2019;

Vu l'avis 66.905/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 février 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission wallonne de la Santé, donné en date du 13 décembre 2019;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Dans la deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, livre VII, titre I<sup>er</sup>, il est inséré un chapitre I<sup>er</sup>/1, comportant les articles 1528/1 à 1528/9, rédigé comme suit :

« CHAPITRE I<sup>er</sup>/1. Procédure d'agrément des réseaux hospitaliers cliniques locorégionaux

*Section 1. — Définitions*

Art. 1528/1. Pour l'application du présent chapitre, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le gestionnaire : le gestionnaire tel que défini à l'article 8, 1<sup>o</sup>, de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins;

2<sup>o</sup> l'organe de gestion du réseau : l'organe de gestion du réseau hospitalier clinique locorégional visé à l'article 17/1 de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins.

*Section 2. — Agrément des réseaux hospitaliers cliniques locorégionaux*

Art. 1528/2. La demande d'agrément d'un réseau hospitalier clinique locorégional est introduite auprès de l'Agence par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

Cette demande est signée par l'ensemble des gestionnaires des hôpitaux faisant partie du réseau hospitalier clinique locorégional et contient les pièces attestant que le réseau répond à l'ensemble des normes auxquelles il est soumis.

Le Ministre peut arrêter une liste des pièces que comprend la demande d'agrément d'un réseau hospitalier clinique locorégional.

Dans les dix jours de la réception de la demande d'agrément d'un réseau hospitalier clinique locorégional, l'Agence envoie un accusé de réception au demandeur.

Art. 1528/3. Le Ministre statue sur la demande d'agrément, dans les deux mois à dater de sa réception par l'Agence.

L'agrément est accordé pour une durée indéterminée.

Art. 1528/4. Le réseau hospitalier clinique locorégional dont la composition est modifiée à la suite du départ ou de l'intégration d'un ou plusieurs hôpitaux partenaires, sollicite l'actualisation de son agrément auprès de l'Agence dans le mois de la décision de l'organe de gestion du réseau actant cette modification.

Le Ministre peut arrêter une liste des pièces comprises dans la demande d'actualisation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

La demande d'actualisation est introduite auprès de l'Agence par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

Dans les dix jours de la réception de la demande, l'Agence envoie un accusé de réception au demandeur.

Le Ministre statue sur la demande d'actualisation, dans les deux mois à dater de sa réception par l'Agence.

En cas de refus par le Ministre de la demande d'actualisation, le réseau hospitalier clinique locorégional conserve la composition qui était la sienne avant l'introduction de cette demande, ainsi que l'agrément qui lui a été accordé en application de l'article 1528/3.

Art. 1528/5. L'organe de gestion du réseau hospitalier clinique locorégional communique à l'Agence tout changement des données fournies dans le cadre de sa demande d'agrément ou d'actualisation d'agrément visées aux articles 1528/2 et 1528/4, dans le mois de la survenance de ce changement.

*Section 3. — Retrait et suspension de l'agrément*

Art. 1528/6. Lorsqu'un réseau hospitalier clinique locorégional ne répond plus à l'ensemble des normes auxquelles il est soumis, l'Agence peut formuler une proposition de suspension ou de retrait de l'agrément.

Elle en informe, par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi, l'organe de gestion du réseau.

L'organe de gestion du réseau dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de suspension ou de retrait pour transmettre ses observations écrites à l'Agence.

L'Agence convoque ensuite l'organe de gestion du réseau, par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi, en indiquant les lieux et heure de l'audition.

La convocation indique la possibilité de se faire assister d'un conseil.

Le refus de comparaître ou de présenter sa défense est acté au procès-verbal d'audition.

Le procès-verbal d'audition, auquel est annexé tout élément nouveau, est rédigé et transmis à l'organe de gestion du réseau qui dispose de quinze jours à compter de la réception de ce dernier pour faire valoir ses observations.

Au terme de ce délai, le dossier complet est transmis au Ministre pour décision.

Art. 1528/7. Le Ministre statue sur la suspension ou le retrait de l'agrément dans un délai de trois mois à dater de la réception du dossier.

La décision de suspension ou de retrait est notifiée à l'organe de gestion du réseau par l'Agence par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

Art. 1528/8. La décision de suspension mentionne la date de début, la durée de la suspension et les conditions qui doivent être remplies par l'organe de gestion du réseau pour que la suspension soit levée.

Pendant la période de suspension, l'organe de gestion du réseau ne peut pas prendre de décisions de gestion impactant de manière structurelle les hôpitaux faisant partie de ce réseau.

Au plus tard trois mois avant la fin de la période de suspension, l'organe de gestion du réseau notifie à l'Agence, par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi, les mesures qu'il a prises pour remédier aux manquements.

Après analyse de ces mesures, l'Agence formule une proposition de levée de la suspension ou une proposition de retrait de l'agrément du réseau hospitalier clinique locorégional qu'elle communique à l'organe de gestion du réseau. Ce dernier dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception de la proposition de levée de la suspension ou de retrait de l'agrément pour faire valoir ses observations écrites avant que le dossier soit transmis au Ministre pour décision.

Le Ministre prend sa décision dans un délai de quinze jours à dater de la réception du dossier.

La décision du Ministre est notifiée à l'organe de gestion du réseau par l'Agence par envoi recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

A défaut de décision du Ministre notifiée avant la fin de la période de suspension, cette dernière est réputée être levée.

Art. 1528/9. Les hôpitaux membres d'un réseau hospitalier clinique locorégional concerné par une décision de retrait d'agrément disposent de six mois, à dater de la notification de la décision de retrait d'agrément, soit pour demander, moyennant le respect des règles de programmation établies, l'agrément d'un nouveau réseau hospitalier clinique locorégional selon les modalités prévues à l'article 1528/2, soit pour intégrer un réseau hospitalier clinique locorégional agréé. ».

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 15 décembre 2019.

**Art. 4.** Le Ministre qui a la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 mars 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,  
de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des Femmes,  
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2020/201596]

**12 MAART 2020. — Besluit van de Waalse Regering tot invoeging van sommige bepalingen betreffende de erkenningsprocedure van de locoregionale klinische ziekenhuisnetwerken in het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikel 413*bis*, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2019;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het rapport van 28 november 2019, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan van 9 december 2019 en het overleg in het intrafranstalige ministerieel comité voor overleg van 16 december 2019;

Gelet op het advies 66.905/4 van de Raad van State, gegeven op 12 februari 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne de la santé" (Waalse gezondheidscommissie), gegeven op 13 december 2019;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

**Art. 2.** In het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, tweede deel, Boek VII, titel I, wordt een hoofdstuk I/1 ingevoegd, dat de artikelen 1528/1 tot 1528/9 omvat, luidend als volgt :

"HOOFDSTUK I/1. Erkenningsprocedure van de locoregionale klinische ziekenhuisnetwerken

*Afdeling 1. — Definities*

Art. 1528/1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1<sup>o</sup> de beheerder : de beheerder zoals bepaald in artikel 8, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen;

2<sup>o</sup> het beheersorgaan van het netwerk : het beheersorgaan van het locoregionaal klinisch ziekenhuisnetwerk bedoeld in artikel 17/1 van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen.

*Afdeling 2. — Erkenning van de locoregionale klinische ziekenhuisnetwerken*

Art. 1528/2. De aanvraag tot erkenning van een locoregionaal klinisch ziekenhuisnetwerk wordt ingediend bij het Agentschap per aangetekend schrijven of bij elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend.

Deze aanvraag wordt ondertekend door alle beheerders van de ziekenhuizen die deel uitmaken van het locoregionaal klinisch ziekenhuisnetwerk en bevat de stukken die bevestigen dat het netwerk voldoet aan alle normen waaraan het is onderworpen.

De Minister kan een lijst opstellen van de stukken die zijn opgenomen in een aanvraag tot erkenning van een locoregionaal klinisch ziekenhuisnetwerk.

Binnen 10 dagen na ontvangst van de aanvraag tot erkenning van een locoregionaal klinisch ziekenhuisnetwerk stuurt het Agentschap de aanvrager een bericht van ontvangst.

Art. 1528/3. De Minister beslist over de erkenningsaanvraag binnen een termijn van twee maanden die ingaat op de datum van ontvangst door het Agentschap.

De erkenning wordt voor een onbepaalde duur verleend.

Art. 1528/4. Het locoregionaal klinisch ziekenhuisnetwerk waarvan de samenstelling wordt gewijzigd als gevolg van het vertrek of de integratie van een of meer partnerziekenhuizen, dient binnen een maand na de beslissing van het beheersorgaan van het netwerk waarin deze wijziging is vastgelegd, bij het Agentschap een aanvraag in voor een actualisering van zijn erkenning.

De Minister kan een lijst opstellen van de stukken die deel uitmaken van de aanvraag tot actualisering bedoeld in het eerste lid.

De aanvraag tot actualisering wordt per aangetekend schrijven of bij ieder ander middel waarbij de zending een vaste datum verleend wordt, bij het Agentschap ingediend.

Het Agentschap stuurt een bericht van ontvangst naar de aanvrager binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag.

De Minister beslist over de aanvraag tot actualisering binnen een termijn van twee maanden die ingaat op de datum van ontvangst door het Agentschap.

Indien de Minister de aanvraag tot actualisering weigert, behoudt het locoregionaal klinisch ziekenhuisnetwerk de samenstelling die het had voordat de aanvraag werd ingediend, evenals de erkenning die het overeenkomstig artikel 1528/3 heeft gekregen.

Art. 1528/5. Het beheersorgaan van het locoregionaal klinisch ziekenhuisnetwerk stelt het Agentschap in kennis van elke wijziging van de gegevens die verstrekt zijn in het kader van zijn aanvraag tot erkenning of voor de actualisering van de erkenning bedoeld in de artikelen 1528/2 en 1528/4, binnen een maand na het plaatsvinden van die wijziging.

### *Afdeling 3. — Intrekking of schorsing van de erkenning*

Art. 1528/6. Wanneer een locoregionaal klinisch ziekenhuisnetwerk niet meer voldoet aan alle normen waaraan het onderworpen is, kan het Agentschap een voorstel doen voor opschorting of intrekking van de erkenning.

Het Agentschap stelt het beheersorgaan van het netwerk per aangetekende brief of bij elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, hiervan op de hoogte.

Het beheersorgaan van het netwerk beschikt met ingang van de datum van ontvangst van het voorstel tot opschorting of tot intrekking over een termijn van dertig dagen om zijn schriftelijke opmerkingen aan het Agentschap te richten.

Daarna roept het Agentschap het beheersorgaan van het netwerk op bij aangetekend schrijven of bij elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, en vermeldt het de plaats, de dag en het uur van de hoorzitting.

De oproeping vermeldt de mogelijkheid om zich door een raadsman te laten bijstaan.

De weigering te verschijnen of zijn verweermiddelen aan te voeren wordt in het proces-verbaal van verhoor geacteerd.

Er wordt een proces-verbaal van de hoorzitting opgesteld, waarbij elk nieuw gegeven wordt gevoegd, en overgemaakt aan het beheersorgaan van het netwerk dat over vijftien dagen beschikt te rekenen van de ontvangst van laatstgenoemde om zijn opmerkingen over te maken.

Na afloop van die termijn wordt het volledige dossier voor beslissing aan de Minister overgemaakt.

Art. 1528/7. De Minister beslist over de schorsing of intrekking van de erkenning binnen drie maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van het dossier.

De beslissing tot schorsing of intrekking wordt bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, aan het beheersorgaan van het netwerk door het Agentschap medegedeeld.

Art. 1528/8. In de schorsingsbeslissing worden de begindatum, de duur van de schorsing en de voorwaarden voor de opheffing van de schorsing door het beheersorgaan van het netwerk vermeld.

Tijdens de schorsingsperiode mag het beheersorgaan van het netwerk geen beheersbeslissingen nemen die structureel van invloed zijn op de ziekenhuizen die deel uitmaken van het netwerk.

Uiterlijk drie maanden voor het einde van de opschortingsperiode stelt het beheersorgaan van het netwerk het Agentschap per aangetekende brief of bij elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, in kennis van de maatregelen die het orgaan heeft genomen om de tekortkomingen te verhelpen.

Na analyse van deze maatregelen stelt het Agentschap een voorstel op tot opheffing van de opschorting of tot intrekking van de erkenning van het locoregionaal klinisch ziekenhuisnetwerk, dat door het Agentschap aan het beheersorgaan van het netwerk wordt meegedeeld. Laatstgenoemde beschikt over een termijn van vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van het voorstel tot opheffing van de schorsing of tot intrekking van de erkenning om zijn schriftelijke opmerkingen te laten gelden voordat het dossier ter beslissing naar de Minister wordt gestuurd.

De Minister neemt zijn beslissing binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van het dossier.

De beslissing van de Minister wordt bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, aan het beheersorgaan van het netwerk door het Agentschap medegedeeld.

Bij gebrek van een beslissing van de Minister dat vóór het einde van de schorsingsperiode wordt meegedeeld, wordt de schorsing geacht te zijn opgeheven.

Art. 1528/9. Ziekenhuizen die lid zijn van een locoregionaal klinisch ziekenhuisnetwerk en die worden getroffen door een beslissing tot intrekking van de erkenning, beschikken over een termijn van zes maanden, te rekenen vanaf de datum van kennisgeving van de beslissing tot intrekking van de erkenning, om ofwel, met inachtneming van de vastgestelde programmeringsregels, een aanvraag in te dienen voor de erkenning van een nieuw locoregionaal klinisch ziekenhuisnetwerk volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 1528/2, ofwel zich aan te sluiten bij een erkend locoregionaal klinisch ziekenhuisnetwerk.”.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 15 december 2019.

**Art. 4.** De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 12 maart 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,  
Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2020/201386]

**20 DECEMBRE 2019. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 01 et 04 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2019**

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de Compétence,

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, notamment l'article 26;

Vu le décret du 30 novembre 2018 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2019, notamment l'article 9;

Vu le décret du 19 décembre 2019 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2019;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 décembre 2019;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et de liquidation à l'article de base 11.03 du programme 01 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2019, afin de transférer les crédits nécessaires à la rémunération du personnel,

Arrêtent :

**Article 1<sup>er</sup>.** Des crédits d'engagement à concurrence de 275 milliers d'EUR et des crédits de liquidation à concurrence de 275 milliers d'EUR sont transférés du programme 04 de la division organique 15 au programme 01 de la même division organique.

**Art. 2.** La ventilation des articles de base suivants des programmes 01 et 04 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2019 est modifiée comme suit :

(en milliers d'EUR)

Article de base	Crédit initial après le 1 <sup>er</sup> ajustement		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CL	CE	CL	CE	CL
DO 15 11.03.01	126.333	126.333	+ 275	+ 275	126.608	126.608
DO 15 12.03.04	1.075	1.809	- 275	- 275	800	1.534

**Art. 3.** Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des Comptes, à l'Inspection des Finances, à la Chancellerie du Service public de Wallonie et à la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication.

**Art. 4.** Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 décembre 2019.

W. BORSUS  
J.-L. CRUCKE  
V. DE BUE